

*Initiatives ministérielles*

Nous observons d'énormes compressions budgétaires dans le domaine du logement social, où cela ne pouvait se produire. Le jour le plus triste pour beaucoup d'entre nous a été celui où nous avons eu à nous prononcer sur la motion visant à établir une déclaration des droits de l'enfant par laquelle nous aurions reconnu que les jeunes enfants canadiens ont certains droits. D'accord, nos collègues et amis, les libéraux, ont voté en faveur. Les néo-démocrates ont voté en bloc en faveur. Il s'agissait d'une motion d'initiative parlementaire. Nous avons voté rangée par rangée, parce que chaque député devait être libre de se prononcer. Mais les conservateurs ont imposé la discipline du parti qui obligeait chaque député conservateur à la Chambre à voter contre l'adoption d'une déclaration des droits de l'enfant.

Pouvez-vous imaginer quel genre de message cela envoie dans le pays, madame la Présidente? Les ministériels auraient pu appuyer la motion sans en tenir compte ensuite, mais ils ont voté contre. Ils se sont levés de leur siège, et on a vu des douzaines et des douzaines de députés conservateurs refuser que le Canada se dote d'une déclaration des droits de l'enfant. Pas étonnant que les Canadiens deviennent cyniques à l'égard du gouvernement actuel.

Pourquoi nous en étonner? Au moment de la présentation du budget, les députés conservateurs ont fait une ovation au ministre des Finances quand il a dit: «Savez-vous comment nous allons épargner de l'argent? Nous allons faire des compressions budgétaires et demander aux anciens combattants malades de payer plus cher en frais de pension dans les hôpitaux.» Comment peut-on devenir aussi odieux, mesquin et méchant? Les conservateurs ont applaudi cette mesure frappant les anciens combattants. Il fallait que, parmi tous les Canadiens, on aille s'en prendre à ceux qui gisent sur un lit d'hôpital.

Ce n'est qu'un début. Sans aucune hésitation, nous pouvons nous permettre de dépenser 40 millions de dollars par jour pour la défense, mais pas pour des refuges pour femmes. Nous devons les fermer. Nous avons demandé à la ministre chargée de la Situation de la femme si elle interviendrait. Non, elle pense que c'est une bonne idée et que nous ne pouvons pas nous permettre d'avoir des refuges pour femmes un peu partout au Canada. Dans quelle sorte de pays vivons-nous désormais?

Pour les immigrants, devenir citoyen canadien signifie, entre autres, qu'on peut toucher une pension quand on prend sa retraite. Mais le gouvernement vient de changer les règles. Il a dit que seulement certaines personnes avaient désormais droit aux pensions. Si on a travaillé toute sa vie et mis de l'argent de côté pour préparer sa

retraite et toucher un certain revenu, on n'a pas droit à une pension du Canada. Si on touche un certain revenu, on ne peut plus obtenir une pension au Canada. Un principe fondamental de la société canadienne veut que, lorsqu'on prend sa retraite après avoir contribué au développement du plus beau pays au monde, on a droit à une pension. Mais le gouvernement dit que non.

Un autre élément indissociable de la citoyenneté canadienne est ce que nous appelons les allocations familiales pour tous les enfants, qu'ils viennent de l'Ouest ou de l'Est, du Québec ou du Manitoba, qu'ils soient riches ou pauvres, francophones ou anglophones. Or, le gouvernement dit maintenant que ce ne sont pas tous les citoyens qui recevront désormais les allocations familiales. Alors, des milliers de familles qui y auraient normalement droit ne les toucheront plus. Telle est la conception des conservateurs.

Ce n'est que le début. Avons-nous oublié le programme de garderies tant promis il y a quelques années? Nous sommes l'un des rares pays occidentaux à ne pas avoir de programme complet de garderies. L'avons-nous? Pas un seul mot là-dessus. Pas de garderies.

Nous avons entendu parler l'autre jour de compressions dans l'enseignement postsecondaire. L'accroissement des fonds qui serviraient normalement à la formation des jeunes, notre ressource la plus précieuse, est plafonné. L'étudiant qui a besoin d'un prêt va maintenant payer des frais en plus. Il pourrait penser qu'il n'a pas à s'en faire parce que normalement il travaillerait pour un programme Défi 90 pendant l'été ou participerait à l'un des programmes fédéraux Emplois d'été/Expérience de travail. Il pense qu'il pourra économiser l'argent de ses cours sur le salaire gagné pendant l'été. Le gouvernement le détrompe en annonçant la fin de ces projets. Les réductions sont massives là aussi.

Le gouvernement ne veut pas encourager les jeunes à se former. Nous ne voulons pas mettre les prêts à la portée des étudiants! Nous allons imposer des frais d'utilisation! Nous n'investirons plus comme avant dans les collèges, les écoles professionnelles, les universités et les collèges techniques! Quelle sorte de gouvernement ne se rend pas compte que notre plus importante ressource n'est pas le pétrole, la morue ou le charbon? Ce sont nos jeunes, que le gouvernement abandonne.

Madame la Présidente, vous souvenez-vous du jour où le ministre chargé des autochtones a eu une idée qu'il croyait brillante? Au lieu d'encourager les jeunes autochtones à aller à l'université, au collège, à l'école professionnelle ou technique pour acquérir les compétences dont ils ont besoin pour doter leurs collectivités d'infrastructures financières, sociales et économiques, il leur a